

2 Politique

Au terme de l'élection des bureaux des conseils municipaux

Main basse des hommes sur les principales villes du pays



Jeanne Mbagou, seule femme à diriger une importante ville, à l'issue de l'élection des bureaux des Conseils municipaux.



Isabelle Mboumba Mouanga, maire sortante de Mouila.



Viviane Biviga Boussougou, ancienne maire de Tchibanga.

J.KOMBILE.MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

En dehors d'Owendo, la gestion des plus importantes municipalités de notre pays a été confiée aux représentants de la gent masculine.

SI l'on excepte Jeanne Mbagou à Owendo, aucune autre compatriote n'a été portée à la tête d'une des plus grandes villes de notre pays, à l'issue de l'élection des bureaux des conseils municipaux qui s'est déroulée, le 3 février dernier, sur toute l'étendue du territoire national. De Libre-

ville à Oyem, en passant par les autres chefs-lieux de provinces, la gestion des municipalités a été confiée aux hommes. Exit donc Viviane Biviga Boussougou à Tchibanga et Stéphanie Mouwandji Itsopault à Koula-Moutou. Deux maires sortantes qui ont la particularité de n'avoir pas pu défendre leurs bilans pour n'avoir pas figuré sur les listes présentées par leur formation politique, dans leurs circonscriptions électorales respectives, aux dernières locales. À Mouila, Isabelle Olga Mboumba Mouanga, successeur de Pierre-Claver

Maganga Moussavou à la tête du conseil municipal de cette ville, n'a pu prétendre non plus à sa propre succession. D'autant que son écurie politique, le Parti social démocrate (PSD), n'a obtenu aucun conseiller municipal dans cette localité, au terme du scrutin du 6 octobre dernier. Dans la capitale gabonaise, pour avoir été promue ministre d'Etat, ministre de la Défense nationale et de la Sécurité du territoire, Rose Christiane Ossouka Raponda n'aura pas brigué un second mandat à la tête de l'Hôtel de ville.

Bref, la gent masculine fait un retour en force en accaparant les commandes des principales municipalités de notre pays. Avec ceci que, cette hégémonie semble avoir été tempérée par l'élection des femmes aux postes de maires adjoints. Notamment Chrystel Limbourg Iwenga (2e adjoint à Libreville), Odette Koumba (1er adjoint à Port-Gentil), Angèle Ndouvié Bitsime (3e adjoint à Makokou), Mathilde Madébé (2e adjoint à Koula-Moutou), etc. Comment pourrait-on expliquer cette situation ? D'aucuns mettent en avant les résultats plus que déce-

vants découlant, selon eux, de la gestion de certaines villes par les femmes. D'autres pointent du doigt "le machisme" de plusieurs hommes politiques, peu emballés de voir la gent féminine jouer les premiers rôles dans ce qu'ils considèrent comme étant "leur chasse gardée". Quoiqu'il en soit, les nouveaux édiles des principales villes de notre pays sont des hommes aux profils variés. Parmi eux, on compte, en effet : un ancien adjoint au maire, Léandre Nzue (Libreville), deux anciens membres du gouvernement, Gabriel Tchango

(Port-Gentil), Jean-Norbert Diramba (Mouila). Un ancien sénateur, Joachin Lekogho (Franceville). Un financier, Jean-Justin Maury Ngowemandji (Lambaréné). Deux anciens directeurs de cabinet, Guy-Roger Ekazama (Makokou), Rigobert Nzenguet Lola (Koula-Moutou). Un directeur d'hôpital, Jean-Charles Yembit Yembit (Tchibanga). Un inspecteur des impôts, Christian Abesolo Mengue (Oyem). À chacune de ces personnalités de mettre désormais son expérience et talent au service de sa cité et de ses administrés respectifs.

Au lendemain de son élection/Trois questions au... nouveau président du conseil départemental du Ntem (Bitam)

Lambert Edou Edou : "J'ai une vision et des projets pour ce département"

Propos recueillis par PME
Bitam/Gabon

L'union. Vous venez d'être élu à la tête du Conseil départemental du Ntem. Quel sentiment vous anime au sortir de cette victoire ?

Lambert Edou Edou : C'est une grande satisfaction au niveau personnel et au niveau du Parti démocratique gabonais (PDG) qui vient de récupérer le Conseil départemental. Vous savez que depuis 2014, le bureau du Conseil avait à sa tête les frères de l'opposition. Cette fois-ci, le PDG s'est organisé, pour faire en sorte que la gestion du Conseil lui revienne. Je suis donc particulièrement heureux à un double titre. D'abord parce que, c'est le couronnement d'une carrière politique très longue. C'est une carrière que j'ai commencée en 1985. Depuis cette époque, j'ai évolué dans l'administration publique gabonaise, où j'ai servi l'Etat à différents niveaux de responsabilités (...). En politique, je dois dire que j'ai commencé militant du PDG comme tout le monde, membre du Comité central, Conseil national et membre du Bureau politique. Récemment, j'ai été secrétaire provincial du PDG pour le Woleu-Ntem. Je crois que les choses se sont très bien passées à ce niveau... En tant qu'élu local, c'est tout à fait autre chose. C'est vrai que je suis à mon troisième mandat au niveau du Conseil départemental, mais je n'avais pas encore occupé les responsabilités de président. M. Edou Edou à la retraite, c'est quelqu'un qui est encore



Le nouveau président du conseil départemental du Ntem Lambert Edou Edou.

très vif, très chaud et qui peut encore faire beaucoup de choses pour son pays. C'est pourquoi, en sollicitant, au niveau de mon parti, l'investiture pour briguer le poste de président du conseil départemental du Ntem, mon souci majeur était de continuer de servir l'Etat et de servir le département du Ntem dont je suis originaire.

Quelle sera votre première action à la tête du Conseil départemental du Ntem ?

- J'ai une vision et des projets pour ce département. Parce que les collectivités locales sont des entités à partir desquelles le regroupement des localités peut se faire. En France et d'autres pays, on parle des régions. Dans notre pays, on parle de département. Le développement local part

nécessairement de ces conseils locaux. La première chose que je vais faire à la tête de cette institution, c'est d'élaborer un Plan local de développement (PLD). Je prendrais peut-être quatre à six mois, pour élaborer ledit plan. C'est un document important de référence et de base. Parce que, c'est à partir de ce document, qu'on va pouvoir booster le développement du département du Ntem. On va mener des enquêtes dans tous les villages et les cantons. On va poser un certain nombre de questions aux populations locales, afin de connaître leurs besoins. Il y aura certainement beaucoup de besoins. Mais, on va leur demander, dans une seconde phase, de sélectionner et de dégager les priorités parmi ces besoins. Nous allons transformer en projets de développement, les besoins prioritaires de ces populations. Et, ces projets de développement vont devenir l'offre politique que le Conseil départemental va faire aux populations du département du Ntem.

Comment comptez-vous réaliser ces projets ?

- Là, nous avons des idées. Nous allons nouer des partenariats avec un certain nombre d'organisations non gouvernementales (Ong) à l'extérieur du pays. Nous avons également le Fonds d'initiative départementale (Fid) que le chef de l'Etat a mis en place au profit des populations ga-

bonaises en général, et les populations rurales en particulier. Ce Fonds sera vraiment le bienvenu pour nous, parce qu'il va nous permettre de réaliser un certain nombre de ces projets. Comme sources de financement de ces projets, on peut également envisager de négocier avec des banques, qui peuvent nous prêter de l'argent et nous aider à financer quelques projets, dans la mesure où nous sommes une institution. Nous avons localement, des entreprises Olam, TTIB et bien d'autres. Nous allons également nouer des partenariats avec ces sociétés. Pour leur dire que, vous êtes implantées dans le Ntem et qu'il va falloir que vous participiez au développement de ce département. Parce que, ce que fait Olam ici, va apporter beaucoup d'argent à cette société. Mais, il faudrait qu'il y ait des retombées locales. Nous allons leur présenter notre PLD. Il est bien vrai que nous n'avons que cinq ans. On me dira que c'est un temps pas assez long. Il n'est pas trop court non plus. En cinq ans, on peut quand-même faire un certain nombre de choses (...). Nous allons également compter sur les recettes locales, pour financer quelques projets. Pour y parvenir, je souhaite une ambiance fraternelle au sein du Conseil. Je suis heureux d'être à la tête d'un Conseil où quatre composantes politiques sont représentées, c'est-à-dire, le PDG, les indépendants "Mimine Me Zue", Les Démocrates et Démocratie nouvelle. C'est pour nous, une richesse inestimable. Il faut qu'on avance vers une démocratie participative. Je travaillerais avec tous ces conseillers qui sont du Ntem et qui veulent le développement de ce département.